

Burundi : 18 rebelles présumés tués par les forces de l'ordre

@rib News, 21/11/2011 - Source AFP Dix-huit rebelles présumés, qualifiés de « bandits armés » par les autorités locales, ont été tués lundi au Burundi lors d'affrontements avec les forces de l'ordre dans la province de Cankuzo (à l'Est du pays), a annoncé le gouverneur de cette province. « Ce (lundi) matin à l'aube, un groupe de bandits armés a attaqué la colline de Mutambara dans la commune de Kigamba et a pillé plusieurs ménages », a expliqué le gouverneur Jean-Berchmans Niragira.

« Des policiers et des soldats se sont lancés à leurs trousses et les ont finalement rattrapés », a-t-il ajouté. « Il y a eu une fusillade au cours de laquelle 18 bandits ont été tués et trois fusils récupérés », a-t-il poursuivi, ajoutant que des patrouilles étaient en cours pour retrouver le restant de cette bande. Aucune source indépendante n'avait encore confirmé ce bilan lundi soir. La commune de Kigamba, située à quelque 240 km à l'Est de la capitale Bujumbura, dépend administrativement de la province de Cankuzo, frontalière de la Tanzanie, « pays vers lequel ce groupe tentait de trouver refuge », selon le gouverneur. Selon des sources policières sur place, « ce groupe armé comptait une quarantaine de personnes, en uniformes de la police burundaise et fortement armés ». Ce groupe ferait partie d'une nouvelle rébellion basée dans le parc de la Ruvubu, dans l'Est du Burundi, selon les mêmes sources. Il s'agit de l'un des plus lourds bilans enregistrés depuis la recrudescence d'attaques officiellement attribuées par les autorités à « des bandits armés ». Ces attaques qui se sont intensifiées depuis bientôt un an à travers le pays seraient le fait d'une nouvelle rébellion en train de se constituer. Dans la nuit du 18 au 19 septembre, des inconnus lourdement armés et en uniformes avaient attaqué un bar d'une localité proche de Bujumbura et tué au moins 36 personnes. Le procès des 21 suspects doit reprendre le 1er décembre. La multiplication de ces attaques meurtrières et autres exécutions sommaires fait craindre à de nombreux observateurs une reprise des hostilités à plus grande échelle dans ce pays marqué par une longue guerre civile qui a fait près de 300 000 morts entre 1993 et 2006.